



Votre avenir en question

Le droit le plus élémentaire d'un agent, c'est de savoir ce qu'on va faire de lui. Tout simplement parce que c'est son sort qui est en jeu, celui de son travail, mais également celui de sa situation personnelle et familiale.



« Ne vous inquiétez pas, ce sont des changements limités » ...

Bien sûr que non.

Si on a mis sur les rails un « plan stratégique », c'est bien évidemment pour qu'il produise ses effets. Ses ressorts principaux sont concentration, dématérialisation et fusion des structures. La feuille de route est donc assez claire.

Si on veut concentrer le **dédouanement** à 80 % sur 4 plateformes, ce n'est pas pour garder une kyrielle de bureaux de douane.

Si on centralise la **gestion fiscale**, ce n'est pas pour conserver une large réseau de services CI.

Si l'essentiel des **fonctions support** remonte aux DI, ce n'est pas pour garder une multitude de DR.

Tout ceci n'est rien d'autre qu'une cruelle évidence.

La **Surveillance**, pour sa part, est, en quelque sorte, *entre parenthèses* en raison du contexte anti-terroriste. Mais cela n'empêche pas les restructurations et un mouvement de concentration.

Quant à une SURV à côté d'une branche AG-CO divisée par 2 ou 3, on voit rapidement quel (mauvais) sort pourrait lui être réservée...



« Toutes les mesures seront prises pour l'accompagnement des agents » ...

Quand on sait que les résidences douanières vont s'éloigner parfois de plus de **100, 200 kilomètres et plus...**

Quand le **seul horizon** d'un CO restructuré, c'est **Roissy...**

Quand les **autres administrations ne se préparent nullement** à recruter en masse et donc à accueillir des agents des Douanes en déshérence...

Quand, dans la balance, il n'y a qu'un **pseudo accord « social »** vide de sens et de portée, dont les signataires eux-mêmes finissent par se plaindre, ainsi que le montre le courrier commun, adressé au ministre par leurs fédérations de tutelle.

On n'est pas dans l'accompagnement, on est ... dans une m.... noire !!

Alors la première pierre que nous voulons poser, c'est **d'arracher la vérité à une administration** qui la connaît, mais refuse obstinément de la dire.

Nous adressons aujourd'hui 30 mars à chaque directeur un **courrier afin d'exiger d'avoir le vrai état des lieux des restructurations** :

- bureau de X : tant de postes. Sort des agents ?
- service Y : tant de postes. Idem !
-

L'objectif consiste en ce que les agents aient une vision claire de leurs lendemains. Ils ne sont pas idiots. Ils voient, comme tout un chacun, la tournure que prend leur administration.

Maintenant cette dernière doit jouer carte sur table. Elle le doit tout simplement à celles et à ceux qui la servent jour après jour.

Nous ne voulons plus de grands mots, de perspectives fluctuantes ou impressionnistes, mais bien au contraire une réalité crue.

Le reste n'est qu'un verbiage écoeurant, une hypocrisie qu'on ne peut plus, qu'on ne veut plus admettre.

Que l'administration en soit bien consciente : **nous n'allons pas la lâcher sur ce point.**

La mobilisation de Clermont-Ferrand, en tant que symbole, montre avec force l'acuité des agents s'agissant des perspectives qui les menacent.

À la réponse qui sera réservée à l'exigence que nous portons, sera jugée l'existence ou non de ce qu'on appelle « dialogue social ». Et bien plus encore : le respect le plus élémentaire au Service Public et à celles et ceux qui font vivre ce dernier au quotidien.

Paris, le 30 mars 2017